

# Conférence de presse

11 JANVIER 2012



### La CADES en 2011

- Rappels sur la CADES
- Exécution du programme de financement 2011
- La situation nette estimée de la CADES à fin 2011

#### ▶ La CADES en 2012

- ▶ Les nouvelles mesures pour 2012
- ▶ Le programme de financement 2012

#### Annexes

- Organigramme de la CADES
- Processus de reprise de dettes
- Répartition détaillée de la ressource
- Textes réglementaires
- Tableau des chiffres clés

# Conférence de presse

Sommaire



# Deux budgets, deux dettes, deux agences Une seule dette publique française

#### LFSS pour 2011 (rectifiée)

- Objectif d'amortissement de la CADES : € 11,4 Mds
- Reprise de dette par la CADES
  - 2011 : maximum de €68 Mds
  - 2012-18 : maximum de €62 Mds
- Plafond de découvert de l'ACOSS\* :
- entre le 1/01 et le 31/05 : €58 Mds
- entre le 1/06 et le 31/12 : €20 Mds

Régime général Sécurité Sociale (hors FSV)

Recettes : €303,3 Mds Dépenses : €321,3 Mds **Déficit 2011 : - €18,0 Mds** 

### LF 2011 (rectifiée)

Etat (Budget général + solde BA & CS)

Recettes : €199,9 Mds Dépenses : €295,2 Mds Déficit 2011 : - €95,3Mds AFT\* : Plafond de la variation nette de la dette négociable de l'Etat à plus d'un an : €89,2 Mds

#### LFSS pour 2012

- Objectif d'amortissement de la dette sociale : €11,1 Mds
- Reprise de dette par la CADES : €2,5 Mds
- Plafond de découvert de l'ACOSS\* : €22 Mds

Régime général Sécurité Sociale (hors FSV)

> Recettes : €316,7 Mds Dépenses : €330,5 Mds Déficit 2012: - €13,8 Mds

Etat (Budget général + solde BA & CS)

Recettes :€ 219,7 Mds Dépenses : €298,4 Mds **Déficit 2012 : - €78,7 Mds**,

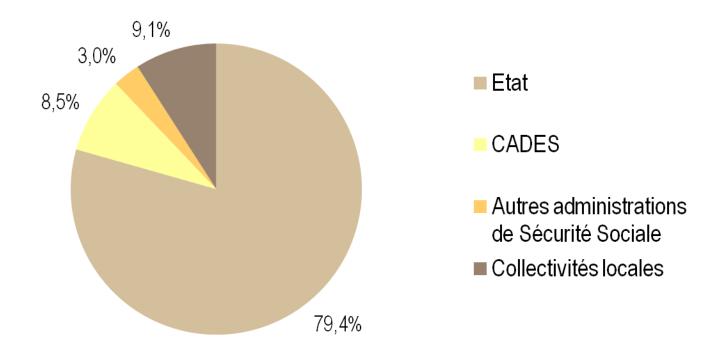
#### **LF 2012**

AFT\* : Plafond de la variation nette de la dette négociable de l'Etat à plus d'un an : €80,1 Mds



## Répartition de la dette publique française

Total dette publique (au sens de Maastricht): 1 689 milliards d'euros \*



<sup>\*</sup> Données INSEE à fin septembre 2011



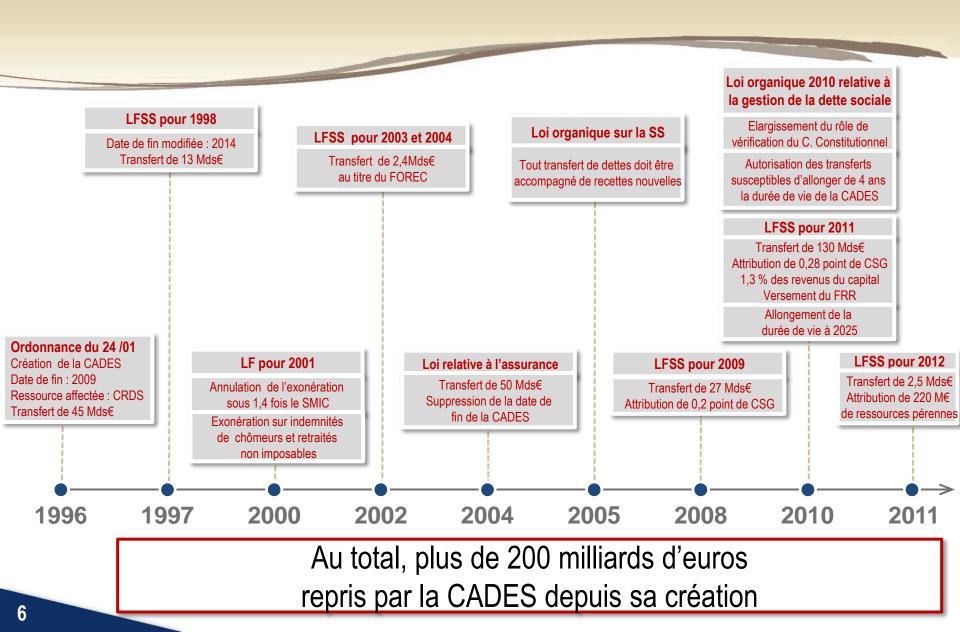
## Les atouts de la CADES

- Créée par l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996
- Une structure détenue et contrôlée par l'Etat français (statut d'Etablissement Public à caractère Administratif)
- Une ressource pérenne et dynamique définie et protégée par la loi
- Un cadre réglementaire bien défini

Mission: amortir la dette sociale de la France

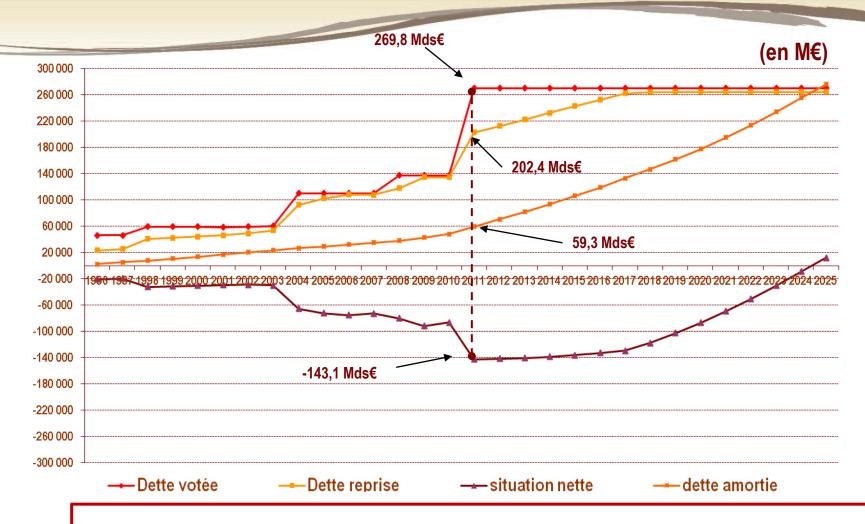


## Les principales étapes depuis 1996





# La dette votée, reprise et amortie après la reprise de dette à la fin de 2011



59,3 milliards d'euros de dettes amortis depuis 1996



## Situation nette estimée à fin 2011

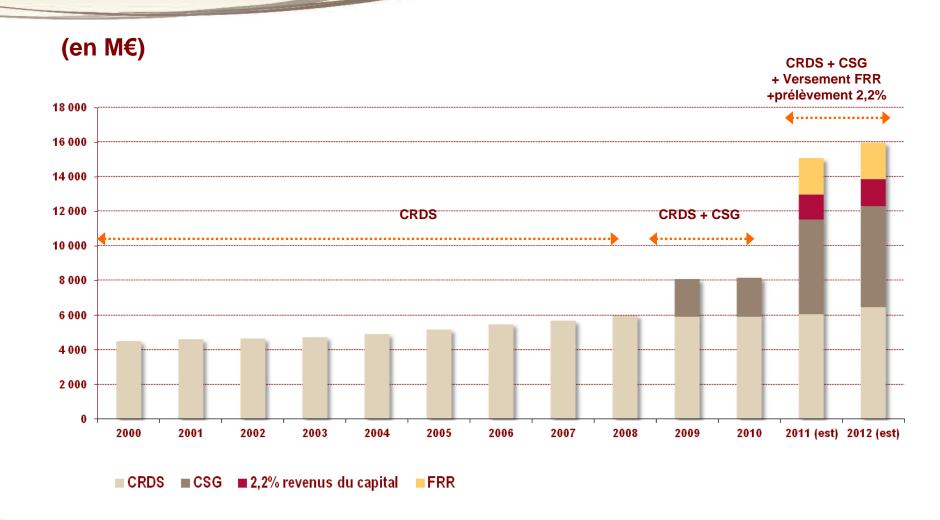
En Mds d'€ Total de dette votée 269,8 202,4 Dette reprise 92,9 Total de ressource perçue (i) 59,3 Capital amorti 33,6 Intérêts payés Situation Nette estimée fin 2011 143,1 Objectif d'amortissement annuel voté dans LFSS 2012 : 11,1 Mds d'€

Source: CADES

(i) Y compris €0,5 Md pour le total des cessions du patrimoine immobilier

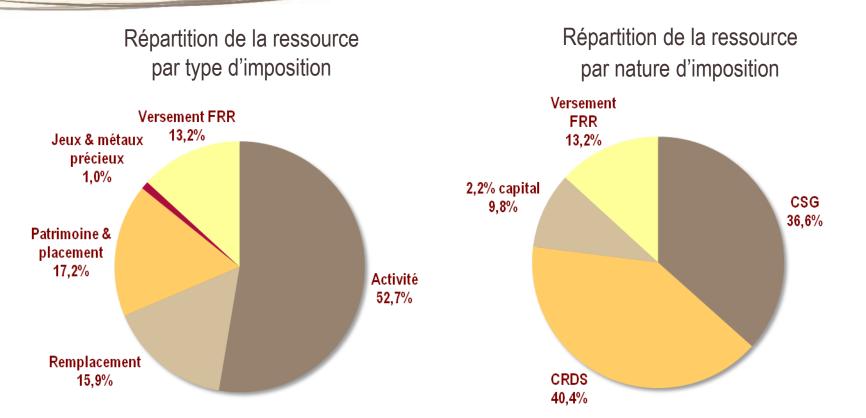


## Evolution des ressources entre 2000 et 2012





## Les ressources de la CADES à partir de 2011



Ressources totales estimées pour 2012 : 15,8 milliards d'euros

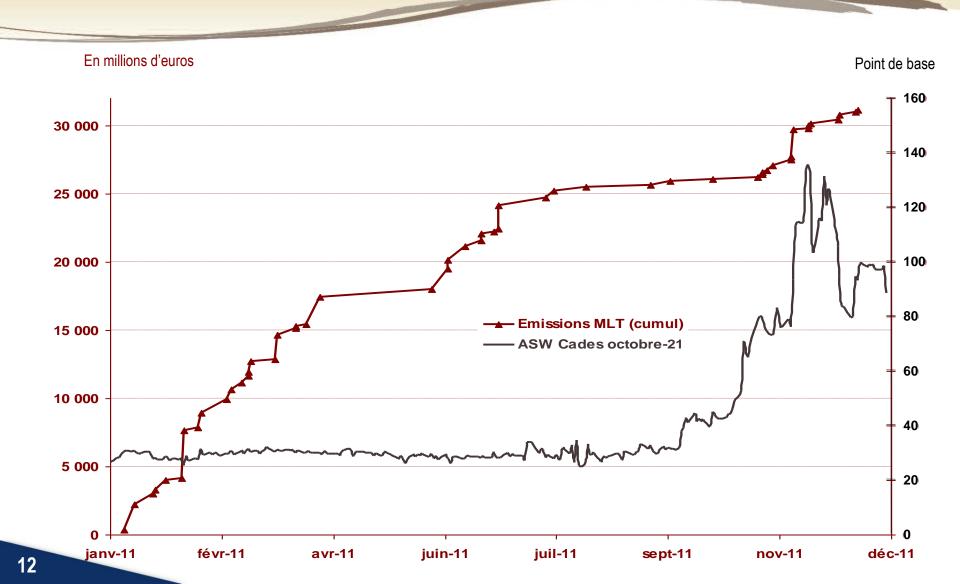


# Programme de financement 2011

	En milliards d	l'€	Annoncé		Réalisé	
Emprunts de référence en Euros			9	(3)	7,5	(3)
Augmentations de souche			5 - 6	(6-10)	7,4	(10)
Emprunts indexés sur l'inflation			0,5 - 1	(1)	3,25	(6)
Emprunts de référence en Dollars	_		12 – 14	(8-12)	6,5	(4)
Emprunts de référence en autres devis	es		1,5 - 2	(8-10)	3,0	(12)
Autres emprunts et placements privés			2 - 3	(12-15)	3,8	(9)
TOTAL moyen et long-ter	me		30 – 35		31,4	
(B)MTN à court terme					3,8	(3)
Encours de titres à court terme (au 31/1	12/11)		33 - 38	(+1000)	37,8	(938)
TOTAL			63 – 73		73,0	

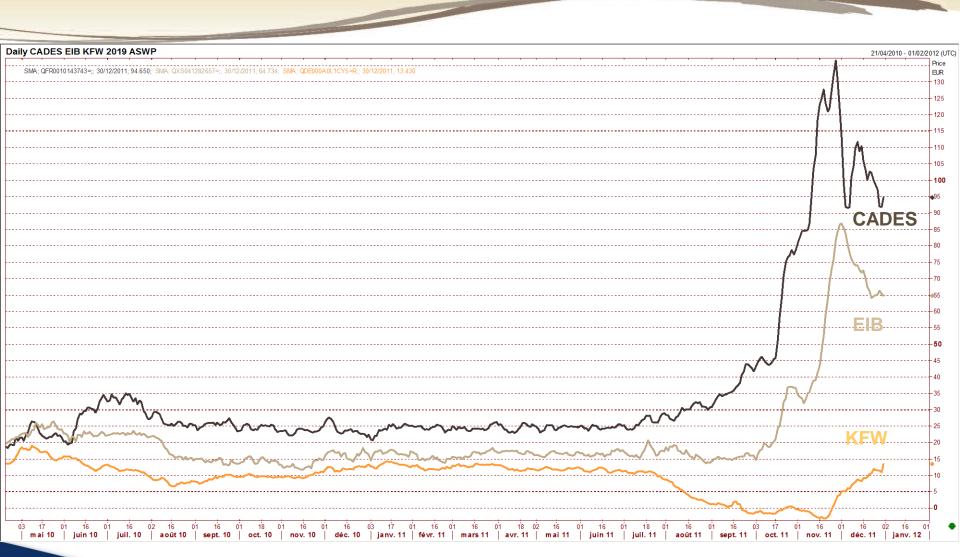


## Exécution du programme long terme 2011





## Rendements CADES vs KFW et EIB





## Programmes à court-terme

### **Global CP Program**

### Programme de 60 Milliards d'euros

- Euro Commercial Paper Program (ECP)
  - Toutes devises OCDE
  - ✓ Encours de €22,3 Mds\*

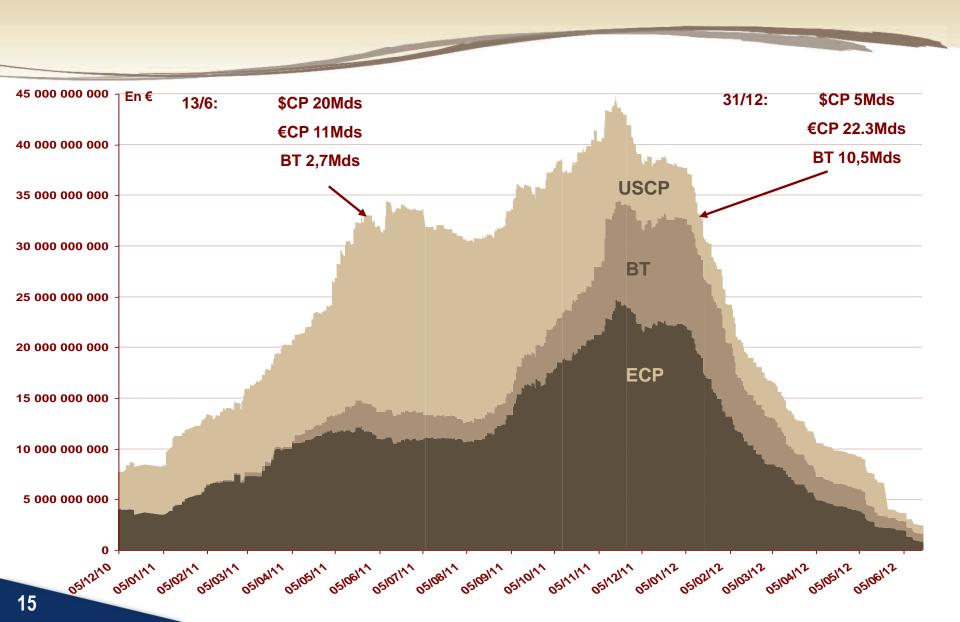
- USD Commercial Paper Program (USCP)
  - ✓ Devises : USD
  - ✓ Encours de \$7,1 Mds\*

#### **Autres Sources de Financement**

- Programme de Billets de Trésorerie de €15 Mds
  - ✓ Encours de €10,5Mds\*
- Crédit syndiqué de €9 Mds
- Lignes Bilatérales CP

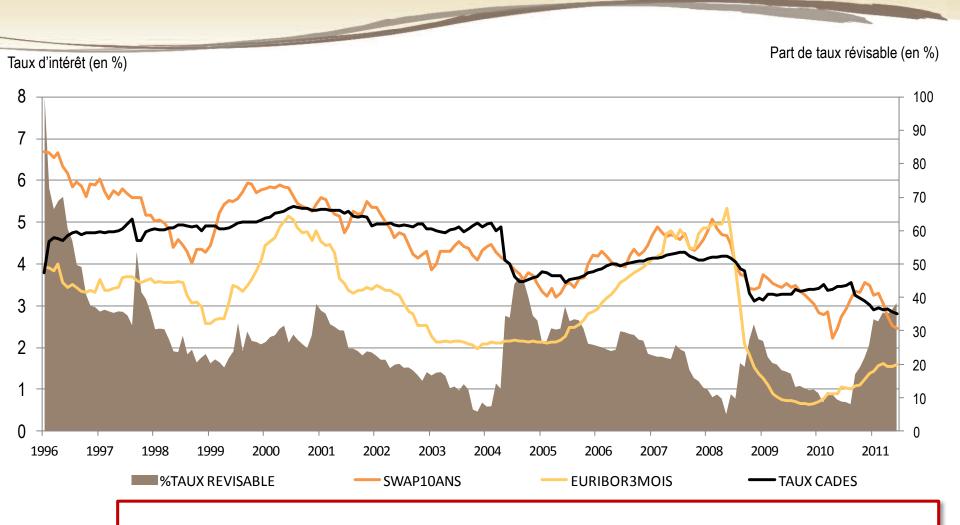


## Exécution du financement court-terme





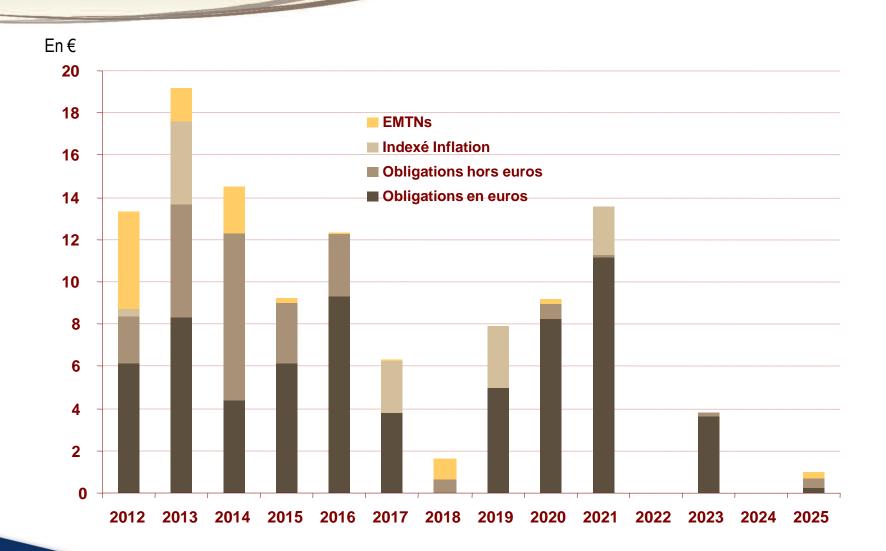
## Evolution du taux de refinancement



Un taux de refinancement de 2,9% au 31/12/11

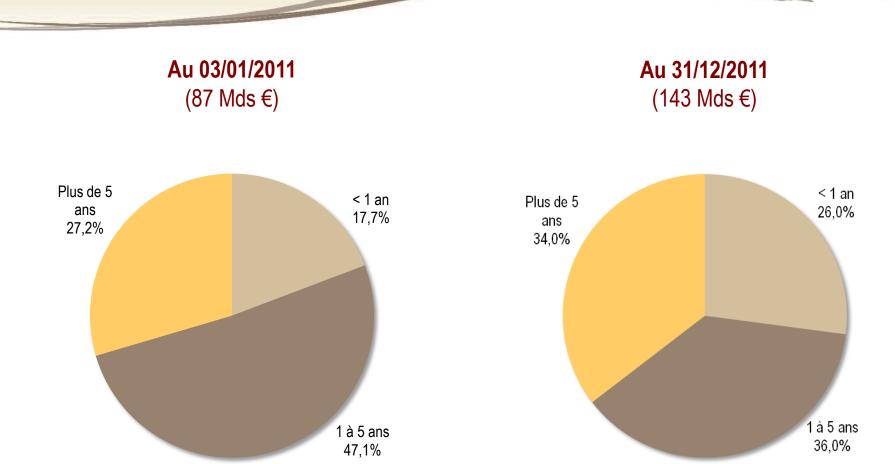


# Echéancier des emprunts





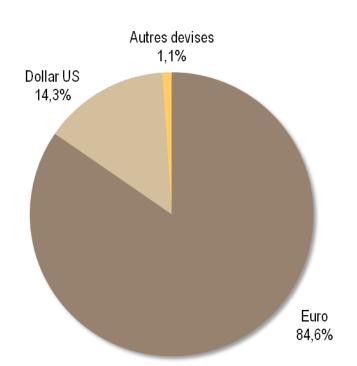
# Evolution de la structure de la dette par maturité



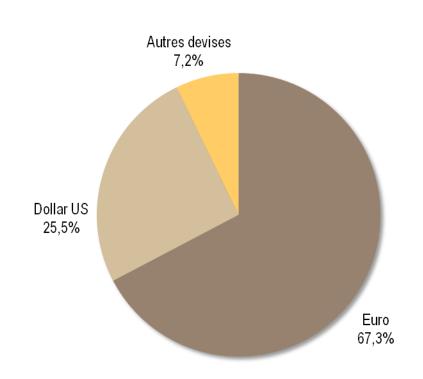


# Evolution de la structure de la dette par type de devise





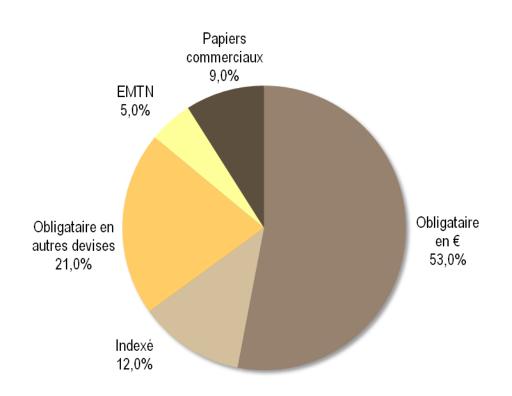
# **Au 31/12/2011** (143 Mds €)



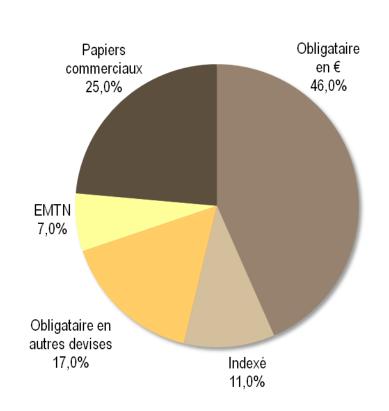


# Evolution de la structure de la dette par type d'instrument





# **Au 31/12/2011** (143 Mds €)

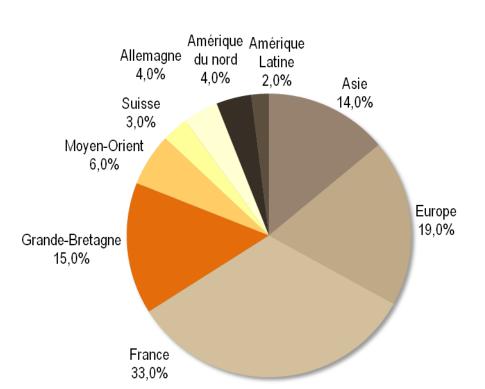




# Evolution de la demande des investisseurs par zone géographique

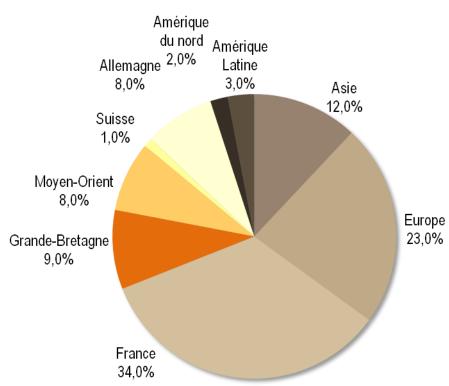


(25,8 Mds d'€)



### Programme 2011

(31,4 Mds d'€)





Gestion privée

1.0%

Fonds de pension

2,0%

Compagnies d'assurance 7,0%

> Banques centrales 24,0%

# Evolution de la demande des investisseurs par type d'investisseurs

Banques 41,0%



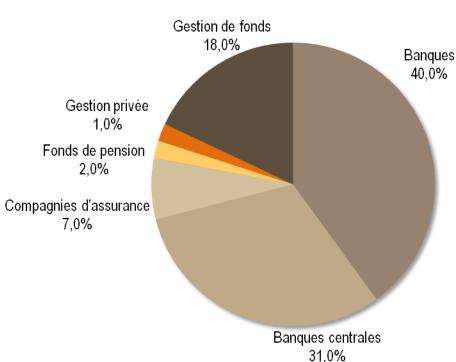
(25,8 Mds d'€)

Gestion de fonds

25,0%

# 18,0% Gestion privée 1,0% Fonds de pension 2,0% Compagnies d'assurance 7.0%

### **Programme 2011** (31,4 Mds d'€)





### ▶ La CADES en 2011

- Rappels sur la CADES
- Exécution du programme de financement 2011
- La situation nette estimée de la CADES à fin 2011

#### La CADES en 2012

- Les nouvelles mesures pour 2012
- ▶ Le programme de financement 2012

#### Annexes

- Organigramme de la CADES
- Processus de reprise de dettes
- Répartition détaillée de la ressource
- Textes réglementaires
- Tableau des chiffres clés

# Conférence de presse

Sommaire



## Les nouvelles mesures pour 2012

- Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2012
  - Attribution d'une nouvelle mission : reprise des déficits comptables 2009 et 2010 de la branche retraite de la CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole) (2,5 Mds€)
- Application de la loi organique du 2 août 2005

Allocation de nouvelles ressources « pérennes » :

- LFR pour 2011 : modification du régime d'imposition des plus-values immobilières (+147 m€)
- PLFSS pour 2012 : modification de l'abattement pour frais professionnels de CSG et CRDS de 3% à 1,75% (+73 m€)
- Rappel : reprise d'un maximum de 10 milliards d'euros dans le cadre de la mission d'équilibre du financement de la réforme des retraites votée avec la LFSS pour 2011



# Estimation des besoins de financement pour 2012

Reprise de dette	10,0
Echéances titres à CT	41,6
Echéances de titres à MLT	10,1
Paiement des intérêts	4,7

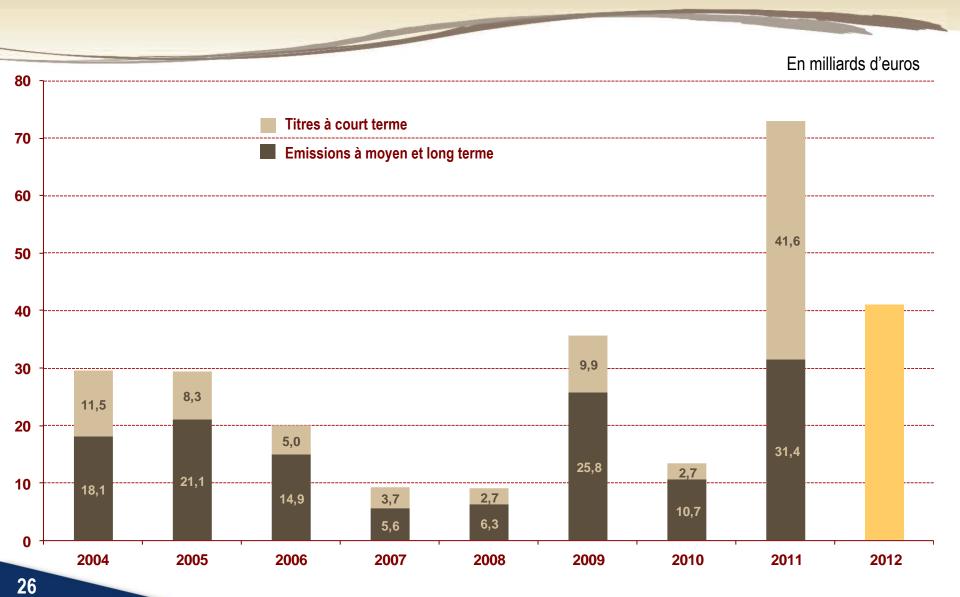




L'essentiel des besoins de trésorerie se concentre avant la fin du premier trimestre



## Programmes de financement depuis 2004





# Programme de financement pour 2012

	Conditions de marché				
En milliards d'euros		Améliorées	Dégradées		
Emprunts de référence en Euros	4 - 6	9	2		
Augmentations de souche	4 - 5	6	2		
Emprunts indexés sur l'inflation	1 - 2	2	0,5		
Emprunts de référence en Dollars	2 - 3	5	1		
Emprunts de référence en autres devises	1 - 2	3	0,5		
Autres emprunts et placements privés	1 - 2	3	1		
TOTAL moyen et long-terme	12 - 20	28	7		
Encours de titres à court-terme (est 31/12/12)	20 - 28	12	33		
TOTAL	40	40	40		



### La CADES en 2011

- Rappels sur la CADES
- Exécution du programme de financement 2011
- La situation nette estimée de la CADES à fin 2011

### La CADES en 2012

- ▶ Les nouvelles mesures pour 2012
- ▶ Le programme de financement 2012

#### Annexes

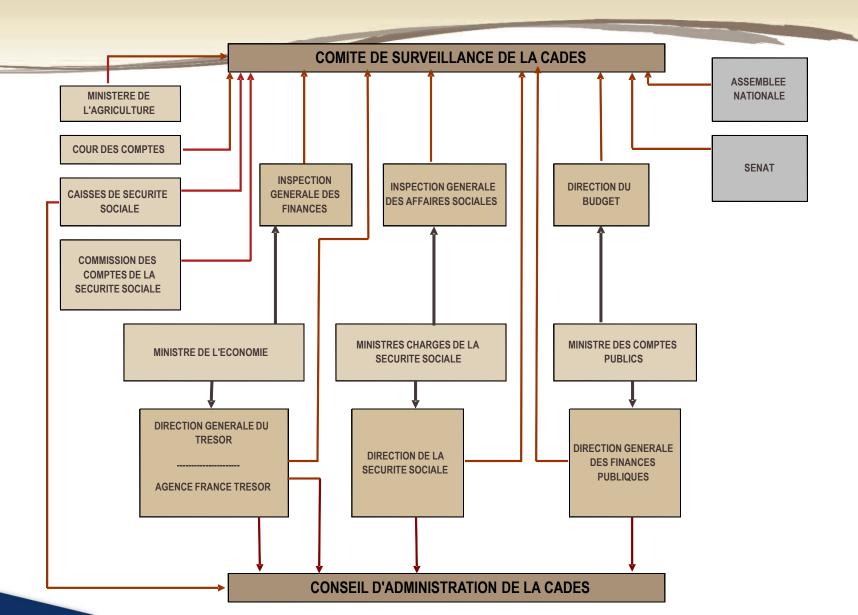
- Organigramme de la CADES
- Processus de reprise de dettes
- Répartition détaillée de la ressource
- Textes réglementaires
- Tableau des chiffres clés

# Conférence de presse

Sommaire



## Une activité étroitement contrôlée



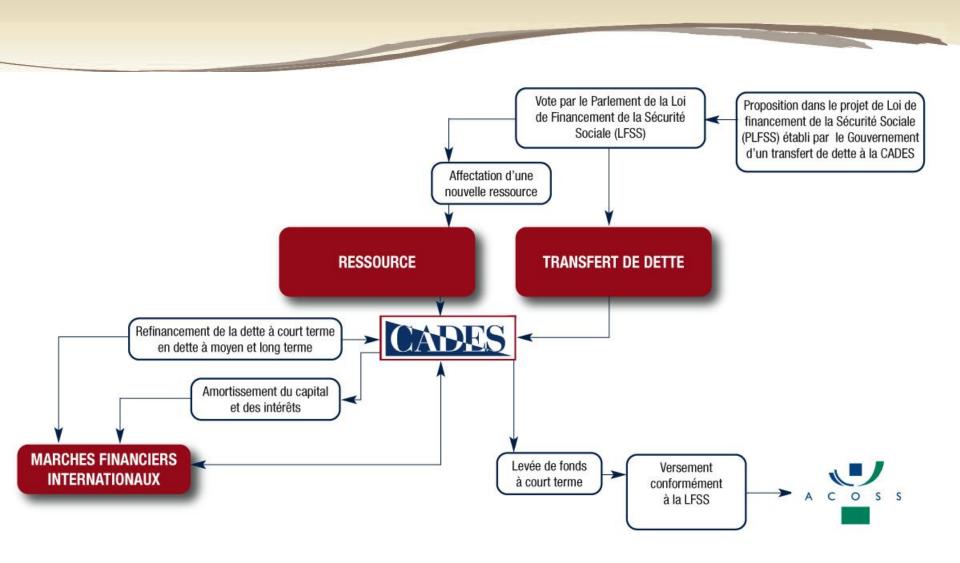


## CADES Conseil d'administration de la CADES

Président du Conseil d'administration											
Patrice RACT MADOUX											
	Membres titulaires	Membres suppléants									
Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS)											
Jean-Eudes TESSON	Président du conseil d'administration	Jean-Claude GUERY	Membre du conseil d'administration								
Pierre-Yves CHANU	Vice-président du conseil d'administration	Serge CIGANA	Membre du conseil d'administration								
Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM)											
Michel REGEREAU	Président du conseil	Jean-Marc LAMERE	Vice-président du conseil								
Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAV)											
Gérard RIVIERE	Président du conseil d'administration	Pierre BURBAN	Vice-président du conseil								
	Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)										
Jean-Louis DEROUSSEN	Président du conseil d'administration	Olivier COLLAS	Vice-président du conseil d'administration								
	Caisse nationale du régime social d	les indépendants (RSI)									
Gérard QUEVILLON	Président du conseil d'administration	Louis GRASSI	Vice-président du conseil								
	Caisse centrale de la mutualité so	ociale agricole (MSA)									
Gérard PELHATE	Président du conseil d'administration	Jean-François BELLIARD	Premier vice-président du conseil d'administration								
	Représentants du ministre chargé de l'	économie et des finances									
Maya ATIG	Sous-directrice - Direction Générale du Trésor	Sébastien RASPILLER	Chef de bureau - Direction générale du Trésor								
Philippe MILLS	Directeur général Agence France Trésor	Anthony REQUIN	Directeur général adjoint Agence France Trésor								
	Représentants du ministre chargé du Budget										
François TANGUY	Sous-directeur - DGFIP	Grégory BERTHELOT	Chef de bureau - DGFIP								
Représentants du ministre chargé de la sécurité sociale											
Dominique LIBAULT	Directeur de la Sécurité Sociale	Jean-François CHADELAT	Inspecteur général des affaires sociales								
Jonathan BOSREDON	Sous-directeur du financement de la sécurité sociale	Damien VERGÉ	Adjoint au Sous-directeur du financement de la sécurité sociale								
	Représentants du conseil de surveillance du Fonds	de réserve pour les retraites (FRR)									
Valérie CORMAN		Emilie Martinez									

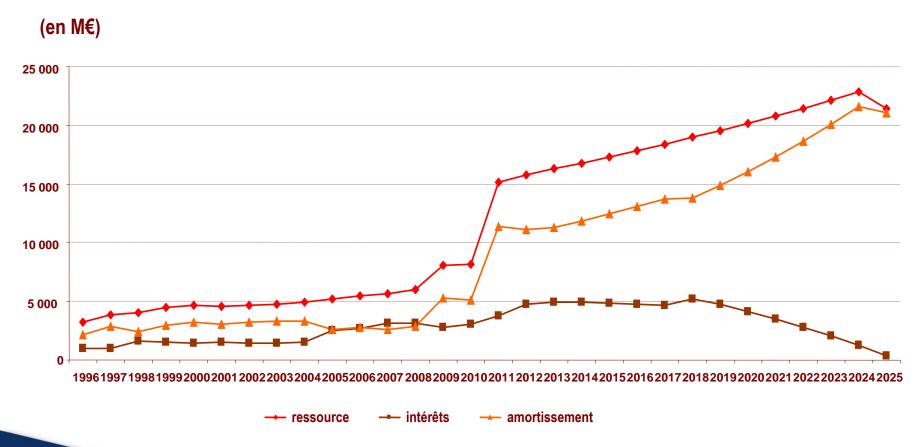


## Processus de reprise de dette par la CADES





## Répartition entre amortissement et intérêts





## Les textes réglementaires

- Création de la CADES (Ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996)
  - Statut d'Etablissement Public Administratif (décret 53-1227 du 10 décembre 1953)
  - Création d'une ressource exclusive et affectée (chapitre 2 de l'ordonnance n°96-50)
  - Garantie de ressource (article 7 de l'ordonnance n°96-50)
- Augmentation de la protection législative de la CADES
  - Garantie de liquidité (Loi organique n°2001-692 relative aux lois de finances du 1er août 2001 + article d'équilibre des lois de finances annuelles)
  - Tout transfert de dette doit prévoir des ressources additionnelles afin de ne pas augmenter la durée de vie de la CADES (Loi organique du 2 août 2005)
  - Qualité de la ressource (Loi organique n°2010-1380 du 13-11-2010 relative à la gestion de la dette sociale validée par le Conseil constitutionnel – Décision 2010-620DC du 16 décembre 2010 )



# CARRES Chiffres Clés

	versement traduit en report à nouveau	versement CANAM	versement selon LFSS	Actifs FRR	Hors-bilan Etat	Hors-bilan SS	versement etat	Dette votée	Dette reprise	versement interets s/emprunts	ressources (CRDS +CSG+rev cap+ Immobilier)	ressources (CRDS +CSG+ Immobilier)+a ctifs FRR	résultat	situation nette	estimation de la dette amortie cumulée (8) + (12)	estimation de la dette amortie annuelle
	(1)	(2)	(3)		(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		(11)	(12)	(13)	(14)
					24 773											
1996	20 886	457			22 867		1 906	46 116	23 249	1 027	3 211	3 211	-179	-21 065	2 184	2 184
1997					20 962		1 906	46 116	25 154	976	3 883	3 883	1 001	-20 063	5 091	2 907
1998	13 263				19 056		1 906	59 379	40 323	1 590	4 034	4 034	538	-32 788	7 535	2 444
1999					17 150		1 906	59 379	42 228	1 524	4 504	4 504	1 074	-31 713	10 515	2 980
2000					14 818		1 906	58 952	44 134	1 462	4 688	4 688	1 138	-30 393	13 741	3 226
2001					12 000		1 852	57 986	45 986	1 560	4 581	4 581	1 169	-29 224	16 762	3 021
2002					9 000	1 283	3 000	59 269	48 986	1 433	4 660	4 660	227	-28 997	19 989	3 227
2003			1 283		6 000	1 097	3 000	60 366	53 269	1 432	4 728	4 728	-987	-29 984	23 285	3 296
2004	35 000		1 097		3 000	15 000	3 000	110 366	92 366	1 554	4 899	4 899	-752	-65 736	26 630	3 345
2005	6 610					6 700	3 000	110 366	101 976	2 548	5 181	5 181	-367	-72 713	29 263	2 633
2006	5 700							110 366	107 676	2 664	5 479	5 479	2 815	-75 598	32 078	2 815
2007	-65							110 366	107 611	3 103	5 681	5 681	2 578	-72 955	34 656	2 578
2008	10 000							137 366	117 611	3 095	5 980	5 980	2 885	-80 070	37 541	2 885
2009	17 000							137 366	134 611	2 822	8 082	8 082	5 260	-91 810	42 801	5 260
2010								137 366	134 611	3 016	8 151	8 151	5 135	-86 675	47 936	5 135
2011(est)	67 767			2 100				267 366	202 378	3 773	13 045	15 145	11 372	-143 070	59 308	11 372
2012(est)	10 000			2 100				269 833	212 378	4 723	13 714	15 814	11 091	-141 979	70 399	11 091
Total	186 161	457	2 380	4 200	0	0	23 380	269 833	212 378	38 302	104 501	108 701	44 000	-141 979	70 399	70 399



## Contacts



15 rue Marsollier 75002 Paris



www.cades.fr

## actifin

76-78 rue Saint Lazare 75009 Paris www.actifin.fr

#### **Président**

patrice.ract-madoux@cades.fr

### **Opérations**

philippe.noel@cades.fr pierre.hainry@cades.fr aude.klipfel@cades.fr aldo.quaranta@cades.fr

#### **Communication**

genevieve.gauthey@cades.fr

#### **Relations Presse**

Charlène Masson <a href="masson@actifin.fr">cmasson@actifin.fr</a>



## **CADES** Avertissement

Les présents documents écrits ne doivent pas être diffusés aux États-Unis. Les informations contenues dans les présentes ne constituent pas une offre de valeurs mobilières à vendre aux États-Unis.

Les présents documents ne doivent pas être diffusés, directement ou indirectement, aux États-Unis (y compris dans leurs territoires et possessions, un quelconque État des États-Unis et le District de Columbia). Les présents documents ne constituent pas ni ne font partie d'une offre ou d'une sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux États-Unis. Les Billets auxquels il est fait référence dans les présentes n'ont pas été et ne seront pas inscrits en vertu de la Loi états-unienne de 1933 sur les valeurs mobilières, telle que modifiée (la « Securities Act »), et ne peuvent être proposés ou vendus aux États-Unis ou à des ressortissants des États-Unis à moins d'être inscrits en vertu de la Securities Act ou d'une exemption des obligations d'inscription de la Securities Act. Aucune offre publique de titres ne sera faite aux États-Unis.